

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 361 ARGENTINE: LES FAMILLES DE PRISONNIERS ECRIVENT
AUX EVEQUES

Les nouvelles concernant la répression en Argentine continuent d'être alarmantes. Pour 1976 on estime à 1.400 le nombre des morts par suite de la violence politique qui s'est aggravée après le coup d'Etat du 24 mars 1976. Quant aux prisonniers, leur nombre est incalculable; il est sans aucune mesure avec les 1.500 prisonniers libérés en 1976.

Dans ce contexte de violence généralisée, le silence des évêques argentins n'en prend que plus de relief. A la mi-juillet 1976, la présidence de l'épiscopat envoyait une lettre à la junte militaire pour exprimer "les préoccupations profondes de l'Eglise devant les diverses manifestations de violence qui sèment l'angoisse dans les familles et conspirent contre la paix". Mais dès le mois suivant, des évêques conservateurs ouvraient une polémique virulente contre une édition latino-américaine de la Bible, considérée par eux comme "marxiste".

Appelée à se prononcer sur la situation, la conférence épiscopale se réunissait en assemblée plénière ordinaire du 25 au 30 octobre 1976, avec la présence de soixante-dix évêques sur un total de quatre-vingt deux. Au terme de leur réunion, les évêques publiaient deux documents: d'abord, une déclaration sur la Bible latino-américaine, se refusant à la condamner; puis une lettre pastorale au peuple de Dieu à propos de la prière. Quant à la situation du pays, il n'y était fait aucune allusion.

C'est dans ce contexte qu'il faut lire la lettre adressée aux évêques par les familles de prisonniers politiques. Cette lettre ouverte a été diffusée en janvier 1977.

(Note DIAL)

NOUS AVONS ATTENDU EN VAIN...

Aux évêques d'Argentine,

Nous nous adressons à vous, en tant que parents de prisonniers et que chrétiens, pour vous faire part d'une double inquiétude. C'est, d'une part, le besoin de vous avouer notre sentiment de frustration, dans l'espoir de ce que vous feriez pour la défense des droits de l'homme (impunément violés sur tous les plans) et que vous n'avez pas fait... Et, d'autre part, la nécessité urgente pour vous d'unir vos voix en posant un véritable geste prophétique, afin de sauver ce qui peut encore être

sauvé dans le sang, l'horreur et la souffrance qui sont un cri vers le ciel montant jour et nuit du fond des prisons et des camps de concentration remplis de milliers d'argentins, nos frères.

Vous, évêques, étiez les seuls à pouvoir dire une parole résolue, décisive, au nom de l'évangile et de la vérité, sur l'assassinat sauvage des cinq prêtres et séminaristes de San Patricio, et des deux prêtres de Chamental; sur l'assassinat, évident pour tout le monde, de Mgr Angelelli (un membre de votre propre corps!); sur les nombreux prêtres et séminaristes arrêtés; sur les tortures, incalculables et raffinées, infligées aux prisonniers du seul fait qu'ils sont "prisonniers"; sur l'enchaînement des "exécutions" en tous genres et les perquisitions domiciliaires (qui ont été, selon l'expérience de nombre de personnes, l'occasion de vols) comme sur tant de crimes officiels. Vous étiez les seuls à pouvoir dire quelque chose... et vous n'avez rien dit. A l'heure la plus tragique de la violation des droits de l'homme, et alors que la population était dans une grande expectative, vous vous êtes contentés d'une déclaration de quelques lignes à la place d'une parole publique et prophétique; vous avez fait une longue invitation à la prière au lieu de répondre à l'attente de tous; vous vous êtes laissé distraire par le faux problème d'une "Bible latino-américaine" subversive, satanique et mortelle, selon les qualificatifs donnés par l'un d'entre vous (1). Avant même que commençât votre Assemblée, un autre de vos collègues déclarait cyniquement aux journalistes qu'"il ne lui apparaissait pas que les droits de l'homme fussent violés" (2). De ridicule et absurde cette affirmation devient tragique en raison de tout ce qu'elle recouvre et trahit. Comment est-il possible que des évêques affirment que les Forces armées reçoivent une certaine "grâce d'état" ou qu'elles ont un rôle "rédempteur" comme celui de Jésus-Christ? Nous souffrons de voir que ceux qui ont été constitués ministres de l'annonce de la Parole ne la proclament pas... Au premier siècle, les évêques étaient plus courageux et plus authentiques: "Nous ne pouvons pas, quant à nous, ne pas publier ce que nous avons vu et entendu" (Actes 4, 19), assurés qu'ils étaient de la présence du Ressuscité et du témoignage du peuple (verset 21), mais prêts au martyre... Vous, par contre, vous ne portez pas la souffrance du peuple: les prisonniers sont torturés sauvagement, leurs familles ne savent rien ou on leur ment, et les pauvres sont chaque jour plus pauvres ("la portion privilégiée du Seigneur!", entend-on dire).

(1) Déclaration faite en septembre 1976 par Mgr Adefonso Maria Sansierra, archevêque de San Juan. (N.d.T.)

(2) Déclarations faites le 14 octobre 1976 par Mgr Tortolo, évêque aux armées et ancien président de la conférence épiscopale argentine de 1970 à 1976. Il a dit, sur la violation des droits de l'homme: "Si je pense qu'il y a violation des droits de l'homme en Argentine? Je l'ignore. Je ne sais pas. Je n'ai pas de preuve déterminante que les droits de l'homme soient effectivement violés dans notre pays. Je n'ai pas d'argument pour répondre affirmativement. J'en entends parler; on le dit; cela ne m'apparaît pas." ("La Nación" du 15/10/76).

Sur le rôle des Forces armées dans la réorganisation du pays: "En théologie nous disons qu'il y a une grâce spéciale appelée grâce d'état; elle consiste en ce que Dieu non seulement donne à l'homme la possibilité de remplir sa mission historique, mais aussi la lui facilite. Dans cet ordre, nous devons reconnaître

(suite page suiv.)

Nous attendions une voix prophétique et solennelle comme celle des évêques du Brésil qui ont dénoncé les "méthodes" utilisées pour garantir la "sécurité nationale" et donné les noms ou appellations des policiers criminels qui violent, assassinent et volent; comme celle des évêques du Paraguay et - dans une large mesure - de ceux du Chili. Nos évêques à nous, en Argentine, donnent l'impression d'un corps exsangue... Ne savez-vous pas qu'il existe un plan diabolique pour lutter contre la force de l'évangile? Le procès de Jésus recommence à travers la souffrance du peuple argentin: ne peut-on l'empêcher, s'il n'est pas déjà trop tard?

Se peut-il que, dans notre pays, nous soyons tous dominés par la terreur, y compris les familles de prisonniers du seul fait qu'elles s'occupent de leurs membres? Se peut-il que la mission essentielle de l'Eglise, qui est de rechercher la justice et de sauver le prochain, soit contrecarrée par la tactique sournoise consistant à traiter d'athée, de subversif ou de marxiste tout un chacun qui a le souci du prochain ou du pauvre, qu'il soit habitant de bidonville, catéchiste, simple prêtre de banlieue, chrétien de base ou homme de bonne volonté? Ne serait-ce pas la preuve, par ricochet, que seuls les marxistes s'occupent de leur prochain et que les chrétiens ne s'intéressent qu'au ciel? (3).

(2 suite) que ce gouvernement reçoit lui aussi une grâce d'état. C'est-à-dire que Dieu assiste nos gouvernants, car Dieu est engagé dans l'histoire et dans la vie argentine mais sans être responsable des erreurs commises. De ce point de vue, Dieu ne fait pas de miracles. Il n'envoie pas non plus un ange pour dire comment il faut se conduire dans tel ou tel cas. Non. Dieu laisse libre cours aux causes secondes et, à travers elles, il s'efforce d'éclairer, d'inspirer et de montrer le chemin que doit suivre l'homme qui gouverne un peuple."(Ibid.) (N.d.T.)
(3) Le texte de la lettre s'arrête ici. Mais il semble bien qu'il soit incomplet. (N.d.T.)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 150 F - Etranger 175 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249